

Tribunes du groupe socialiste et apparentés

publiées dans *le Mag* du Val d'Oise
septembre 2006 – juillet 2007

- Notre département, le plus jeune de France mérite une politique scolaire de qualité
- Les surprises de la rentrée...
- Crise du logement : quelles réponses du Conseil général du Val d'Oise?
- Un budget, pour faire quoi?
- Roissy : les valdoisiens méritent mieux !
- Le droit au logement, un droit fondamental
- Une consultation marketing
- SDRIF : concilier développement et environnement
- Roissy : le rapport qui accuse l'immobilisme de la droite depuis 5 ans
- Dernière tribune...

Notre département, le plus jeune de France, mérite une politique scolaire de qualité!

Pour cette rentrée, le département du Val d'Oise et l'éducation nationale doivent disposer de moyens financiers et humains conséquents pour accueillir les élèves et leur apporter un enseignement et un cadre d'étude à la hauteur de leurs besoins. Les nombreuses rencontres avec les membres des conseils d'administration des collèges courant juin ont permis de mesurer l'inquiétude des équipes pour cette rentrée scolaire.

Professeurs, encadrants, parents et élus doivent regretter des insuffisances de moyens qui sont vécues par beaucoup comme des obstacles supplémentaires à la réussite éducative.

Un nombre important de collèges et notamment ceux qui accueillent des enfants issus d'un milieu défavorisé, réclament encore une fois des mesures urgentes. Par exemple, dans des établissements où les évaluations à l'entrée en 6e ont été en dessous de la moyenne nationale, il est urgent qu'un effort soit fait pour combler avant la fin de la 5e les retards constatés. Pour cela, des heures d'aide sont nécessaires et de multiples demandes sont faites par les établissements scolaires en ce sens.

Un effort est aussi souhaité pour l'achat des manuels scolaires puisque souvent la somme allouée ne permet pas de remplacer les manuels abîmés ou d'en acquérir de nouveaux exigés par l'évolution des programmes. Ces difficultés sont notamment signalées dans des établissements classés "ambition réussite"...

Nous pensons aussi qu'un programme doit être mené dans nos établissements en faveur de la médecine scolaire, afin que celle-ci soit efficace dans l'information et dans la prévention.

N'ayant pas pu se débarrasser de la charge financière de la médecine scolaire au moment des débats sur l'acte II de la décentralisation comme il l'a fait pour le RMI, les TOS ou les routes nationales, le gouvernement a réduit son champ d'action, a diminué les budgets alloués à ce secteur aboutissant ainsi à une grave insuffisance de personnels de santé dans les établissements scolaires.

Alors qu'il n'y a eu aucune création de postes en 2004 ni en 2005, il n'y a pas de prévision concrète de recrutement en 2006 pour occuper les postes vacants et l'on assiste dans certaines académies au licenciement brutal des médecins vacataires de l'Éducation nationale.

Depuis trois ans, à chaque fois que le Conseil général auditionne l'Inspecteur d'Académie du Val d'Oise, les élus du groupe socialiste l'interpellent sur ces difficultés que les personnels enseignants, les élèves et les parents dénoncent.

Développer un parcours de réussite éducative passe nécessairement par donner les moyens humains et financiers, pour une éducation de qualité pour tous les valdoisiens et une médecine scolaire attentive aux problèmes, engagée dans la prévention et capable de faire face aux maux de notre jeunesse et en particulier la tranche d'âge sensible que constituent les collégiens.

Les surprises de la rentrée...

Depuis quelques semaines les projets du gouvernement (lutte contre les inégalités, soutien du pouvoir d'achat...), sortent des cartons dans la fièvre, le désordre et l'inefficacité. Par cette agitation, la droite croit pouvoir faire oublier les effets désastreux de sa politique sur des milliers de familles.

La prétendue embellie économique est loin de se traduire par l'amélioration du niveau de vie des français. Ils ne sont pas dupes, et savent pertinemment que la baisse optique du chômage ne correspond pas à un mouvement de création d'emplois : en un an, la France n'a créé que 100.000 emplois dans le secteur privé, alors que le chômage a baissé de 260.000. En quatre ans, le nombre de Rmistes, qui ne sont pas comptabilisés comme demandeurs d'emploi, a augmenté de 20 %. Avec la droite, un chômeur de moins c'est souvent un Rmiste de plus, à la charge du Conseil général !

Le niveau de vie de nombre de nos concitoyens se dégrade et ils l'expriment régulièrement dans nos permanences d'élus locaux. Ils constatent notamment une nette augmentation des dépenses incompressibles que sont l'énergie, le logement, les transports, l'alimentation, les frais médicaux...Et ce n'est pas le projet de privatisation de Gaz de France qui va améliorer les choses car il s'agit d'un projet dont le seul objet est de démanteler, pour des raisons idéologiques les fondements du service public de l'énergie.

Ces personnes, qui pour la plupart occupent un emploi, expriment toujours autant d'inquiétude sur les difficultés «à boucler les fins de mois», à assurer les dépenses du quotidien.

Devant une telle situation, le Conseil général du Val d'Oise a un rôle à jouer dans le cadre de ses domaines de compétence. Malheureusement, il tarde à prendre une décision sur les tarifs des cantines scolaires dans les collèges alors que les élus socialistes mènent une campagne sur le sujet depuis 2004. Certains départements mettent également en place des politiques pour alléger le prix des fournitures scolaires notamment dans le passage du CM2 à la 6e, pourquoi rien n'est-il fait en ce sens par le Conseil général ?

Avec des élections majeures dans quelques mois, aussi bien au niveau national que local, nous espérons que ces échéances permettront aux citoyens d'exprimer leurs priorités, souvent présentées par la majorité UMP au gouvernement et au Conseil général du Val d'Oise comme des handicaps français insurmontables (les services publics, l'école républicaine, la recherche, la sécurité sociale, les retraites, le rôle de l'Etat...), alors que réformées dans le bon sens, elles sont de puissants atouts pour notre pays.

Crise du logement : quelles réponses du Conseil général du Val d'Oise?

Le logement est de moins en moins un droit en France surtout dans notre département le Val d'Oise et les valdoisiens subissent de plein fouet cette situation. En 2005, plus de 30.000 familles ont déposé une demande de logement pour des raisons diverses : décohabitation, retraite, études, logement insalubre...

La difficulté à trouver et le coût du logement sont deux problèmes majeurs que rencontrent les valdoisiens et ces difficultés ne concernent pas seulement les chômeurs ou les salariés à bas revenus.

La gravité de la situation appelle à un effort massif et continu de la communauté nationale, et une forte mobilisation des différentes collectivités (Région, Conseils généraux, communes) par delà nos clivages politiques. La majorité UMP du Conseil général du Val d'Oise ne semble pas avoir pris la mesure de cette urgence.

En effet, comment comprendre le refus de s'inscrire dans la dynamique régionale à travers l'établissement public foncier, seul outil qui permet d'être à la hauteur de l'enjeu par l'acquisition de terrains.

Comment comprendre l'incapacité à faire évoluer les dispositifs comme le FSL et Locapass qui fonctionnent mais sont notoirement insuffisants ! De plus, ils sont contingentés financièrement donc les premiers demandeurs sont les premiers servis. Les préoccupations en matière de logement de la majorité UMP du Val d'Oise rejoignent celles du candidat UMP à la Présidence de la République qui parle de vouloir instituer des contrats de location à durée déterminée dans le secteur HLM pour accélérer le turn-over. Il reprend également pour le secteur privé les propositions de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière qui prône un contrat de location unique dont la durée serait négociée en tête-à-tête entre le propriétaire et le locataire. Si vous êtes en CDD ou en intérim, le contrat serait de la durée du contrat de travail. A la précarité du travail se surajouterait donc la précarité de l'habitation. Ainsi, après les attaques frontales contre le droit du travail, la tentative de généraliser à travers le CPE le contrat à la carte et les licenciements sans motif, après la mise en place du CNE, c'est le droit au logement et les droits du locataire qui sont attaqués.

Comment peut-on répondre à une crise sans précédent du logement que connaît notre pays par le démantèlement des droits élémentaires de la personne humaine ?

On ne peut pas prendre le risque du statut-quo, de la ghettoïsation sociale et se défaire des obligations de justice et de solidarité qui sont l'essence de notre pacte social.

Nous attendons notamment du Président du Conseil général qu'il prenne des mesures pour faire respecter la loi SRU, nous lui avons déjà fait des propositions en ce sens qu'il se refuse à appliquer.

Un budget, pour faire quoi?

Le débat sur les orientations budgétaires du Conseil général est un moment important de préparation du budget, et celui-ci a un impact direct et concret sur la qualité de vie de plus d'un million de Val d'Oisiens.

Le groupe socialiste et apparentés a rejeté les orientations budgétaires proposées par François Scellier et la droite car elles ne reflètent pas la vérité concernant notamment l'état de la France, le coût de la décentralisation et le désengagement de l'Etat des contrats de projets qui aura un coût pour la Région et le Département. Ces orientations montrent que la majorité UMP-UDF a une perception partielle des besoins et des attentes des valdoisiens.

Suite aux dernières lois de décentralisation, notre groupe demande régulièrement un suivi des conséquences du transfert de charges et la possibilité de participer au débat nécessaire sur les nouvelles orientations et les moyens financiers dans des secteurs clefs : politique sociale, Handicap, Collèges, logement, environnement... Dans ces domaines malheureusement, rien ne se fait dans la transparence alors que l'impact est lourd pour les finances et les actions de notre collectivité.

Ainsi, une étude récente de l'Assemblée des Départements de France, qui a passé au crible les dépenses de 23 départements et leur évolution depuis 2002-2005 a évalué à 8% par an soit 32% d'augmentation les dépenses liées à des décisions nationales, comme les effets de l'augmentation du nombre de Rmistes ou l'allocation personnalisée d'autonomie dont l'Etat ne couvre que 15 à 25% au lieu de 50% prévus.

Aujourd'hui, notre collectivité est dans une situation d'approximation budgétaire qui nous oblige à des rattrapages et des rectificatifs conséquents (DM) du budget en cours d'année. Comment, dans ces conditions là agir au plus près des besoins des valdoisiens?

Les orientations présentées laissent deviner encore une fois un budget sans ambition du fait de la politique gouvernementale et des choix départementaux de la droite.

Pourtant, la situation difficile d'un grand nombre de Val d'Oisiens nécessiterait de vraies priorités avec des financements conséquents. Les rapports alarmants sur la pauvreté, les discriminations et les conditions de vie d'un grand nombre de personnes se multiplient. La vie quotidienne des Valdoisiens reste trop souvent marquée par les épreuves et les difficultés en matière d'emploi ou de logement ou tout simplement pour trouver un avenir.

Roissy : les valdoisiens méritent mieux !

Le dossier de l'aéroport Roissy-CDG nécessite une approche responsable compte tenu des conséquences pour de nombreux valdoisiens (emplois, environnement, santé, nuisances...). Depuis plusieurs mois, les associations et les élus du département, notamment les élus socialistes, se mobilisent pour lutter contre le projet de nouveau plan d'exposition au bruit (PEB). La majorité des collectivités territoriales qui ont été sollicitées pour donner un avis sur le projet, et en particulier le Conseil général du Val d'Oise, ont émis un avis négatif voyant dans ce document la porte ouverte à l'accroissement sans fin des vols.

Depuis le début du mois de novembre, et encore pour quelques jours en décembre, il revient aux valdoisiens de s'exprimer lors de l'enquête publique.

Ce moment fort, que nous espérons mobilisateur, est l'occasion pour nous de rappeler et de dénoncer le double discours des élus de droite sur ce dossier.

Rappelons que le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin a stoppé dès son arrivée au pouvoir le projet de 3^e aéroport francilien avec le soutien des parlementaires UMP du Val d'Oise. Cette décision était le résultat de plus de 2 ans de négociations entre les riverains, les associations et les élus. Ce nouvel aéroport aurait du voir le jour à l'horizon 2010 mais la droite nous a fait perdre 5 ans, 5 années où rien n'a bougé de façon positive pour les victimes des nuisances, y compris, avec une ministre de l'environnement issue de notre département.

Mis à part quelques opérations de communication, "poudre aux yeux", à l'approche des échéances électorales, rien ne semble évoluer concernant le 3^e aéroport, l'arrêt des vols de nuit, la limitation des vols ou l'aéroport du Bourget.

L'exaspération des riverains de l'aéroport grandit, à juste raison !

Depuis 2002, le bilan de la droite est dramatique pour l'avenir de notre département. La perspective d'un 3^e aéroport s'éloigne et les autres mesures moins conséquentes, mais indispensables à la qualité de vie des valdoisiens se font de plus en plus rares alors qu'il faudrait les multiplier (l'indemnisation des travaux d'insonorisation des logements par exemple : 63.000 peuvent y prétendre, seulement 3.000 dossiers traités par an).

Le droit au logement, un droit fondamental

Avec l'installation du froid, l'action des Enfants de Don Quichotte critiquée, dans un premier temps, par Madame Vautrin, Ministre de la cohésion sociale, la crise du logement et la détresse des sans-abri ressurgissent dans le débat public.

Selon Emmaüs, plus de 3,2 millions de mal logés en France dont près d'1 million de personnes sont privées d'un logement personnel : 100 000 vivent dans la rue.

D'autres, plus de 5 millions, vivraient en situation de fragilité à court ou moyen terme (copropriétés dégradées, impayés de loyer, surpeuplement, vivant chez des tiers, dans des caravanes, des foyers).

Dans notre département, la droite a beau clamer que la pauvreté recule (statistique INSEE à la main), chacune de nos permanences d'élus apporte un cruel démenti, hélas, à ce cri de victoire.

Les hommes et femmes politiques de terrain le savent et s'en inquiètent.

Ce titre était déjà celui de notre tribune en janvier 2004 ! Le logement est l'une des trois priorités des valdoisiens avec l'emploi et la sécurité.

Si l'on construit davantage en France, ce dont se gargarise le Gouvernement, il n'y a pas adéquation entre le nombre de logements produits et la demande, notamment du fait d'un niveau des loyers beaucoup trop élevé :

- Les crédits d'Etat pour la construction locative sociale baissent dans le budget 2007
- 85 % des constructions nouvelles réalisées en 2005 sont inaccessibles à 70% des ménages à cause de loyers inabordables et seuls 25% des demandeurs de logements sociaux rentrent dans les critères du PLS (logement social qui exclut de fait les plus modestes).

Trop de municipalités ont fait le choix idéologique de ne pas construire de logements pour répondre aux critères de la loi SRU (20 % de logements accessibles à tous). Pourtant, selon un sondage récent, 66 % des personnes interrogées estiment qu'il manque de logements accessibles à tous dans leur commune et plus d'une sur 2 reprochent aux responsables politiques locaux de ne pas s'en occuper assez. Elles aspirent à un logement social pour des raisons évidentes de coût. Les loyers y sont de 2 à 4 fois moins élevés que dans le parc privé !

Tous les moyens doivent être utilisés : construire, réquisitionner les logements vides, bloquer les loyers... Alors, oui au droit opposable pour interpeller l'Etat mais cette possibilité ne règlera rien sans la volonté politique de construire les logements indispensables à la population. Notamment, en faisant appliquer, dès aujourd'hui, la loi SRU sur le 20% votée par la gauche le 13 décembre 2000.

Une consultation marketing

En ce début d'année 2007, le Conseil général organise une consultation des valdoisiens. Loin d'être une opération pour mieux comprendre les ressentis et les attentes de nos concitoyens, il s'agit surtout d'une campagne de marketing politique de la majorité UMP-UDF.

Cette campagne politique se fait au frais des contribuables et en faveur des élus de droite qui remettent en jeu leur mandat dans quelques mois, mais aussi de ceux qui défendront les couleurs de l'UMP dans les cantons détenus par la gauche. Drôle de mélange des genres que nous dénonçons à quelques semaines d'échéances majeures pour notre pays et à quelques mois de scrutins locaux primordiaux.

Dans le Val d'Oise, en mars 2008, les électeurs auront la possibilité de dire stop à 40 ans de gestion par la droite du Conseil général, 40 ans d'une gestion qui s'est coupée peu à peu des réalités de notre département. Car les réalités et les attentes ce n'est pas avec cette pseudo-consultation citoyenne que la droite va mieux les connaître. Qu'elle commence d'abord par prendre en compte les réalités mises en évidence chaque année par le bilan économique et social !

La mouture 2007 est venue confirmer la justesse de nos prises de position : un décalage entre la politique menée par la droite et les besoins de nos concitoyens.

Quatre domaines d'inquiétude sont particulièrement à noter :

- logement : hausse des loyers, coût de la construction, faibles constructions...tout cela confirme l'urgence d'une meilleure concertation de tous les acteurs concernés pour aider les valdoisiens à se loger.
- réussite scolaire : les mauvais résultats à l'examen du brevet confirment que la réussite scolaire doit faire l'objet d'une attention toute particulière de notre assemblée notamment en matière d'accompagnement des collégiens dans les activités péri-scolaires.
- paupérisation des valdoisiens : les revenus fiscaux de nos concitoyens sont très en dessous de la moyenne constatée en Ile-de-France. La pauvreté et les souffrances sociales sont importantes. Certaines collectivités agissent, la notre, alors qu'il s'agit de son cœur de compétence, le fait trop peu.
- emploi : le bilan économique confirme l'analyse des socialistes sur la baisse du chômage. Celle-ci est en grande partie due à l'évolution démographique de notre pays et aux radiations massives, puisque le chômage est en diminution, les emplois progressent très peu mais les bénéficiaires du RMI sont en forte progression depuis 5 ans.

Le Val d'Oise va mal, la droite gère ce département sans partage depuis 40 ans, elle porte une grande responsabilité de ce bilan. Seule une alternance politique au niveau départemental en 2008 peut réorienter et redynamiser les interventions de notre collectivité.

SDRIF : concilier développement et environnement

La procédure de révision du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) engagée par le Conseil régional a permis une formidable réflexion, de nombreux débats sur l'aménagement et le développement à 20 ans de l'Ile de France et du Val d'Oise.

Le Val d'Oise plus qu'aucun autre département a besoin de changement, d'équilibre et de considération car il concentre toutes les difficultés qui traversent notre pays : déséquilibres territoriaux, agrégation de ghettos sociaux, inégalités face aux exigences du développement durable, carences en matière de transports, de logements, d'emplois...

Le schéma présenté par la Région Ile-de-France porte une ambition pour l'avenir fondée sur trois grands principes, trois grands objectifs :

- garantir une plus grande solidarité entre les territoires, lutter contre les injustices
- relever le grand défi écologique et faire des principes fondamentaux du développement durable une réalité
- améliorer sans-cesse l'activité de l'Ile-de-France.

L'une des principales préoccupations du SDRIF est donc l'urbanisation de l'Ile de France dans une optique de développement durable et de lutte contre les inégalités territoriales.

Si l'on veut préserver des espaces naturels, il faut rééquilibrer l'étalement urbain conformément au principe de densification raisonnée et limiter les formes d'urbanisation consommatrices d'espace, de réseaux, d'énergie, où on ne peut pas bouger sans voiture, où les commerces, équipements, relations sociales sont souvent relégués au strict minimum.

Si l'on veut agir pour la réduction des inégalités il faut favoriser la construction de logements et le SDRIF se fixe comme objectif d'en construire 60.000 par an avec une priorité pour le logement social qui fait gravement défaut. Un défi s'impose aussi pour les transports qui constituent autant un impératif économique (attractivité, développement, compétitivité) social (mobilité de tous et partout, amélioration des conditions de vie) qu'environnemental de lutte contre la pollution.

Cette révision vise à inscrire l'ensemble de la région et du Val d'Oise dans une dynamique économique d'amélioration de l'emploi, des transports, du logement, du cadre de vie. Le principal défi qui se présente maintenant à la Région et à tous les responsables des collectivités territoriales d'Ile-de-France est d'agir ensemble pour parvenir à appliquer ce SDRIF. Mais la condition première qui déterminera la réussite de ce projet est la question du financement. A ce titre, nous pouvons être légitimement inquiets de l'attitude de l'Etat. S'ouvre ainsi un nouveau combat politique, une nouvelle mobilisation pour que cette réforme soit suivie d'effets tangibles sur le terrain.

Roissy : le rapport qui accuse l'immobilisme de la droite depuis 5 ans

L'autorité chargée de la lutte contre les nuisances aéroportuaires a publié récemment un rapport où elle fustige l'Etat, ADP et les compagnies aériennes qui gênent la vie d'environ 2.5 millions de personnes en Ile-de-France dont une part importante dans le département du Val d'Oise.

Réglementation bafouée, défaillance de l'Etat, manque de crédits pour l'insonorisation des logements près des pistes...cet organisme indépendant dénonce le sort réservé aux riverains de Roissy.

Force est de constater que les mesures prises depuis 2002 pour maîtriser l'augmentation des nuisances aériennes ont eu peu d'impact. Le plan de mesures qui devait favoriser le développement durable des aéroports parisiens, donner la priorité au développement des aéroports régionaux et à l'intermodalité air-rail n'a pas tenu ses promesses.

L'abandon du troisième aéroport à Chaulnes en mai 2002 par la droite aura fait perdre cinq années supplémentaires. Le résultat de ces hésitations est une progression constante et non maîtrisée du trafic aérien, ce qui veut dire 750 000 mouvements prochainement à Roissy avec aux heures de pointe un avion toutes les trente secondes qui survolera notre territoire.

Concernant la question sensible des vols de nuit, on enregistre entre 2002 et 2005 une croissance de ces vols (162 par nuit en moyenne) tandis qu'on ne peut que déplorer le fiasco du dispositif d'aide aux riverains avec une Taxe sur les Nuisances Sonores Aériennes au produit nettement insuffisant au regard de l'augmentation du nombre d'ayant droits.

Les retombées économiques et fiscales sont toujours aussi inégalement réparties autour de l'aéroport avec une double peine pour certaines communes qui subissent les nuisances sans bénéficier des emplois.

Parallèlement, et en dépit de la très forte opposition des élus des 127 communes concernées, des riverains, des associations, le gouvernement a approuvé la modification du Plan d'Exposition au Bruit qui confirme la stratégie de développement sans contraintes de l'aéroport. C'est la politique du Tout Roissy!

Dans ce dossier, la responsabilité de la droite départementale est totale avec 7 parlementaires UMP et une Ministre de l'environnement! Il convient pourtant de sortir de l'impasse par le meilleur compromis possible entre les différentes exigences économiques, environnementales et de sécurité.

Un contrat doit être passé entre l'Etat, les collectivités locales, les élus et les riverains dans le respect des principes du développement durable.

Pour bâtir ce contrat entre l'ensemble des partenaires et ainsi assurer plus de transparence et de démocratie, deux conditions sont nécessaires : une évolution législative (un projet de loi est prêt à être voté par une nouvelle majorité en juin 2007) et la relance du troisième aéroport.

Dernière tribune ...

Valdoisiennes, Valdoisiens,

Il s'agit de la dernière tribune du groupe socialiste avant la pause estivale. Les six premiers mois de l'année ont été riches en débats, en événements, en émotion autour de ce moment fort de démocratie qu'a été l'élection présidentielle.

L'importante participation, notamment dans les quartiers populaires mais pas seulement, a montré que vous aviez des attentes et des espoirs forts vis-à-vis de ce scrutin. Nous espérons que le nouveau Président de la République sera à la hauteur de ces espérances...

Dernière tribune aussi avant les prochains élections cantonales. Celles-ci se dérouleront dans 20 des 39 cantons du Val d'Oise le même jour que les élections municipales, au printemps 2008. Nous espérons que l'engouement citoyen de 2007 se poursuivra en 2008.

Fort de 16 Conseillers généraux, la gauche valdoisienne mène un travail sérieux, constructif et combatif d'opposition au sein de l'Assemblée départementale. Nous avons construit pour le Val d'Oise un projet départemental alternatif à celui que mène l'UMP et, au cours des prochains mois, nous vous le présenterons et débattons avec vous des priorités, de vos attentes. Rappelons le rôle majeur que joue le Conseil général en matière d'éducation, de transport, d'environnement, de solidarité ou de logement. Nous savons que dans ces domaines, vous avez des besoins insuffisamment pris en considération par la majorité UMP actuelle. Si vous nous faites confiance en 2008, nous agissons avec force et détermination dans l'intérêt du Val d'Oise et de ses habitants.

40 ans, ça suffit !

En 40 ans d'existence, le Conseil général du Val d'Oise n'a jamais connu d'alternance politique. Cette alternance est possible en 2008, elle est attendue et nécessaire pour un Val d'Oise à l'écoute et au cœur des préoccupations des Valdoisiens, pour un Val d'Oise solidaire et moderne, pour un Val d'Oise rénové et rassemblé.

Pendant cette campagne, nous ne pourrons plus nous exprimer dans le Mag' du Val d'Oise mais nous serons disponibles et à votre écoute, aux côtés de nos candidats dans les cantons, dans les territoires, pour vous présenter nos projets, nos propositions d'actions pour construire avec vous un Val d'Oise dynamique.